

Zeitschrift: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte

Band: 8 (1990)

Artikel: La suisse dans le contexte international aux XIXe et XXe siècles

Autor: Bairoch, Paul

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-871713>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La suisse dans le contexte international aux XIXe et XXe siecles¹

En raison à la fois de liens historiques, de la dotation en certains facteurs de production (main-d'oeuvre, capitaux, etc.), des ressources du sol et du sous-sol et, probablement aussi, en raison de ce facteur important dans l'histoire qu'il ne faut pas oublier et que l'on qualifie de hasard ou de chance, les petits pays européens ont été amenés à s'orienter vers deux types dominants de développement économique. Le premier groupe de petits pays a eu une «politique» de complémentarité avec l'économie dominante (en l'occurrence le Royaume-Uni) fournissant à celle-ci produits alimentaires et/ou matières premières. Le second groupe a eu un type de développement que l'on peut qualifier de concurrentiel à l'économie dominante, c'est-à-dire une d'économie basée sur l'exportation d'articles manufacturés. La Suisse – avec la Belgique et la Suède – fait partie de ce groupe restreint de petits pays concurrentiels; le reste des petits pays (une dizaine) faisant partie de l'autre groupe.

La présence de la Suisse dans ce petit groupe restreint de pays concurrentiels pose à l'historien économiste des problèmes, car apparemment peu de choses la prédisposait à une telle forme de développement. Si l'on appliquait à la Suisse

1 Ce texte introductif s'appuie très largement sur les seize contributions qui portent sur les XIXe et XXe siècles dans le présent volume ainsi que sur notre article: BAIROCH, P., «L'Economie suisse dans le contexte européen 1913–1939» in: *Revue Suisse d'Histoire*, vol. 34, no 4, Zurich 1984 (pp. 468–497); et des recherches effectuées pour compléter – tant historiquement que géographiquement – la plupart des données contenues dans l'article mentionné.

Dans une première version du présent texte nous avions procédé à une appréciation des contributions. Mais comme il s'est avéré que toutes sont très intéressantes et que la quasi-totalité d'entre elles sont très judicieuses et très bien construites, notre texte devenait répétitif; en conséquence, nous avons adopté un ton neutre. Toutefois, nous tenons à remercier tous les participants pour leur contribution à ce volume qui va combler une lacune dans l'historiographie suisse de ces problèmes. Je tiens aussi à remercier mes collègues le Professeur Hans-Ulrich Jost et Monsieur Pierre Chèvre pour leurs remarques et suggestions à propos de ce text.

des années 1750–1780 les critères adoptés par les Nations Unies pour la définition des pays du Tiers-Monde à faible potentialité de développement et ayant, de ce fait, le plus besoin d'aide, elle tomberait dans cette classe. En effet, parmi ces critères figurent surtout: l'absence de matières premières, l'absence d'un accès à la mer, des terres se prêtant assez peu à des cultures productives. En attendant de disposer d'un plus grand nombre d'analyses sectorielles, les raisons qu'avance Jean-François Bergier² pour expliquer ce «miracle» suisse apparaissent comme très plausibles. Pour Bergier cette industrialisation s'explique surtout par les facteurs suivants: abondance et, par conséquent, coût bon marché de la main-d'œuvre, notamment dans les Préalpes (régions d'élevage), qualité de cette main-d'œuvre, la Suisse faisant partie de la zone européenne à haut niveau d'éducation, et déficit agricole poussant à l'activité industrielle dont la Suisse avait une vieille tradition.

Mais quel que soit le modèle de développement suivi par les petits pays, ceux-ci ont une caractéristique commune, à savoir d'être des économies extraverties en matière de commerce extérieur. D'ailleurs, en règle générale, l'importance relative du commerce extérieur d'un pays est en raison inverse de sa taille et en raison directe de son niveau de développement, d'où la spécificité de la Suisse dans ce domaine.

Mais ce n'est là qu'une des multiples spécificités qui caractérise la Suisse aux XIXe et XXe siècles. Très probablement le caractère extraverti de son économie – au sens large du terme – est la plus importante de ces spécificités. Ce caractère extraverti a au moins trois composantes principales: le commerce extérieur (que nous venons d'évoquer), les investissements à l'étranger et la population étrangère. Dès lors, il est normal que la grande majorité des contributions de cette partie du colloque ait été consacrée à ces composantes. Nous commencerons donc par le premier de ces trois éléments importants, à savoir le commerce extérieur. Mais, auparavant, il convient de présenter la contribution de Michael BERNEGGER («Die Schweiz und die Weltwirtschaft: Etappen der Integration im 19. und 20. Jahrhundert»; «La Suisse et l'économie mondiale: étapes de l'intégration aux XIXe et XXe siècles») qui, en quelque sorte, fait la jonction entre les deux parties de ce colloque, dont la première partie a été consacrée à la période allant du haut Moyen Age à l'Ancien Régime et dont mon collègue et ami, Martin KOERNER, a fait l'introduction. En effet, Michael Bernegger note que déjà, «vers la fin de l'Ancien Régime, la Suisse a été marquée par une structure économique dualiste: une industrie

2 BERGIER, J. F., *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne 1984 (pp. 176-182).

moderne d'exportation à côté d'un secteur intérieur archaïque.» Michael Bernegger propose une périodisation de l'intégration de la Suisse dans l'économie mondiale qui, dans la période qui nous intéresse, est marquée par quatre phases: 1) l'industrialisation de la première moitié du XIXe siècle; 2) l'époque de la construction ferroviaire (1850–1885); 3) une économie petite et ouverte (1885–1914); 4) la Suisse comme centre financier et administratif international au XXe siècle.

Le commerce extérieur: une certaine perte de vitesse, mais une reconversion rapide

En raison des déficiences des estimations rétrospectives de la comptabilité nationale (notamment pour le XIXe siècle et surtout pour la Suisse), il est illusoire d'utiliser les proportions des exportations par rapport au P. N. B. pour mesurer les différences internationales en ce domaine. Les exportations par habitant comportent moins de biais (voir le tableau 1).

Comme on peut le voir dans le tableau 1, la Suisse, qui était jusque vers les années 1880 le pays dont les exportations par habitant étaient les plus élevées, se voit, dans la période 1890–1938, progressivement dépassée par la Belgique, puis par le Danemark et, enfin, par la Suède. Notons toutefois que, par rapport à l'ensemble de l'Europe, la Suisse garde son avance puisque ses exportations par habitant qui, vers 1910, étaient 2,4 fois supérieures à celles de l'Europe (sans la Russie), le sont 2,8 fois en 1938. D'autre part, dans les quarante dernières années, la Suisse est revenue à la deuxième place. Les premières années pour lesquelles il est possible d'évaluer l'importance relative des exportations dans le P. N. B. de pratiquement tous les pays développés³ sont celles de la veille de la Première guerre mondiale. Pour 1909/11 on peut estimer que les exportations représentaient quelque 22–26% du P. N. B. en Suisse; laquelle se situait alors à la 3e–4e place en Europe, précédée par la Belgique (33–38%), les Pays-Bas (26–32%), et probablement aussi par le Danemark (25–27%). Donc ces données confirment celles basées sur les exportations par habitant. Signalons que, actuellement (1987/89), comme pour

³ BAIROCH, P., *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle*, Paris-La Haye 1976 (p. 80). On trouvera également dans cet ouvrage pour sept pays européens (mais pas la Suisse) ces taux pour la période 1830–1910 (tableau 20, p. 79).

Tableau 1: *Exportations par habitant (en dollars courants; moyennes annuelles triennales entourant l'année citée)*

	1840	1880	1910	1928	1938	1970	1987
Suisse	18	50	60	101	72	820	7'680
<i>Quelques petits pays européens</i>							
Belgique	7	43	85	108	86	1'060	9'780
Danemark	6	20	45	126	89	680	5'430
Portugal	4	5	6	6	7	100	1'225
Suède	4	13	28	69	74	840	6'100
<i>Quelques grands pays européens industrialisés</i>							
Allemagne	4	16	27	45	31	490	5'520
France	4	15	29	50	21	350	3'190
Royaume-Uni	10	30	48	77	48	320	2'670
Europe (-Russie)	3	15	25	41	26	340	2'780
Russie	1	3	7	3	1	55	380
<i>Quelques autres pays développés</i>							
Canada	10	16	34	140	77	790	4'420
Etats-Unis	7	16	19	43	24	210	1'460
Japon	-	1	6	12	8	185	2'220

Sources: 1840–1910: BAIROCH, P., «European Foreign Trade in the XIXth Century: the Development of the Value and Volume of Exports (Preliminary Results)», *The Journal of European Economic History*, vol. 2, no 1, Rome, Spring 1973, pp. 5–36 (p. 17). Et données réunies pour cette étude. 1928 et 1938: d'après SOCIÉTÉ DES NATIONS, *Le réseau du commerce mondial*, Genève 1942 (pages 116–117 et 197).

1970 et 1987: d'après NATIONS UNIES: *Annuaire statistique*, New York, diverses livraisons; et *Bulletin mensuel de statistique*, New York, diverses livraisons.

les exportations par habitant, la Suisse occupe la deuxième place en Europe après la Belgique.

On ne dispose pas d'études permettant d'expliquer les raisons de cette évolution, notamment de son dépassement par d'autres petits pays; toutefois, après 1830, l'analyse comparative permet de signaler au moins deux éléments. Vers 1850, alors que, selon nos estimations, la Suisse importait quelque 25–30% de sa consommation de céréales, ce taux était de l'ordre de 5% en Belgique. Or, vers 1910, les situations étaient devenues plus égales: Suisse 78%; Belgique 59%. D'autre part, comme nous le verrons plus loin, la multinationalisation et le transfert à l'étranger de nombreuses unités de production ont dû jouer un rôle non négligeable, puisque dans de nombreux cas cela s'est traduit par des exportations plus réduites.

Cette perte relative du commerce extérieur suisse ne doit pas masquer les importantes transformations de la structure par produits de ces exportations. Déjà, durant les sept décennies précédant la Première guerre mondiale, on assiste à une profonde mutation des exportations suisses (voir le tableau 2). Les textiles (et l'habillement), qui représentaient 73% des exportations totales vers 1840, n'en fournissent plus que 44% en 1911/13. En revanche, les produits métalliques (y compris les montres) passent de 9 à 28%. La progression est encore plus rapide pour les produits agricoles qui passent de 2 à 15%, grâce à l'apparition de nouveaux produits élaborés (chocolat, lait concentré, voir le tableau 2).

Malgré la dépression des années 1930, l'entre-deux-guerres est également marquée par de profonds bouleversements. En fait, cette période voit un formidable réaménagement de la structure des exportations. Les textiles, qui représentaient encore 44% des exportations totales en 1911/13, n'en fournissent plus que 20% en 1936/38. On observe aussi une forte diminution de l'importance relative des exportations de produits agricoles qui passent de 15% des exportations totales à la veille de la Première guerre mondiale à 6% à la veille de la Seconde guerre mondiale. En revanche, la part des machines passe de 8 à 16% et celle des produits chimiques de 5 à 16%. Bref, c'est alors que se met en place le nouveau visage qui sera celui des exportations de la Suisse actuelle. Bien entendu, cette restructuration s'est aussi faite à travers une perte de certains débouchés: le textile notamment – dont une partie importante allait vers les pays d'outre-mer – se voit concurrencer par le processus de réindustrialisation du Tiers-Monde. De ce fait, comme nous l'avons vu, il en est résulté globalement un recul relatif par rapport à certains autres petits pays.

Tableau 2: *Structure par produits des exportations de la Suisse (en pourcentage du total; valeurs courantes; moyennes annuelles triennales entourant l'année citée; sauf données d'avant 1912)*

	1840	1887	1912	1928	1937	1973	1986
<i>Textiles, habillement</i>	72,6	57,8	44,1	35,6	20,1	8,9	6,8
Soie	39,4	29,4	20,6	17,2	7,6	—	—
Coton	21,5	10,5	20,3	13,8	9,7	—	—
<i>Produits métalliques</i>	10,0	20,3	28,1	39,5	50,3	52,3	51,8
Machines	0,1	2,9	8,1	11,8	16,1	30,5	31,4
Montres	8,2	12,8	13,0	14,6	18,2	10,7	6,4
<i>Produits chimiques</i>	0,4	1,9	4,7	8,2	15,5	21,9	21,8
<i>Produits agricoles</i>	5,6	13,3	14,6	11,0	6,2	3,1	2,9
Fromage	—	—	5,0	5,9	3,8	1,2	0,8
Chocolat	—	—	3,7	1,6	0,2	0,3	0,4
Lait condensé	—	—	3,3	2,1	0,4	0,1	—
<i>Total ci-dessus (en %)</i>	88,6	93,4	91,5	94,3	92,1	86,2	80,4
<i>Exportations totales</i> (millions de francs)	208	671	1'330	1'998	1'611	30'496	61'704

Sources: 1840 et 1887: d'après BOSSHARDT, A. et NYDEGGER, A., «Die schweizerische Aussenwirtschaft im Wandel der Zeiten», *Ein Jahrhundert Schweizerischer Wirtschaftsentwicklung*, No 1/2 de la *Revue suisse d'Economie politique et de Statistique*, 100e année, Mars/Juin 1964, pp. 302–327 (p. 324). A partir de 1912: calculs de l'auteur d'après *Annuaire statistique de la Suisse*, Berne, diverses livraisons.

Durant le dernier demi-siècle, la restructuration du commerce extérieur s'est poursuivie. Si, par exemple, entre 1936/38 et 1985/87 la part relative des produits métalliques est demeurée stable (autour des 52%), les composantes internes de ce groupe de produits se sont profondément modifiées. Les machines sont passées de 16 à 31%, alors que les montres ont régressé de 18 à 6%. A propos des montres, signalons que leur place relativement restreinte dans les exportations (d'ailleurs les 18% correspondent à un sommet historique) sous-estime leur rôle dans l'économie suisse. Vu la très grande valeur ajoutée dans ce secteur, à valeur égale d'exportations, les montres impliquent une quantité locale de travail nettement supérieure que le reste des exportations. Enfin, relevons la poursuite du recul des textiles, qui sont passés de 20 à 7% seulement des exportations.

Si l'on ne dispose pas encore de suffisamment d'études sur les éléments explicatifs des modifications du commerce extérieur suisse (notamment sur sa période de perte de vitesse), les contributions importantes de ce volume apportent des éclairages nouveaux et révélateurs. Présentons – les très brièvement (et, de ce fait, trop schématiquement) en laissant le soin aux lecteurs d'en prendre connaissance.

Ainsi, il apparaît que la Suisse a très tôt un commerce extérieur géographiquement très diversifié mais qui se modifie fortement. Grâce au travail d'archives mené par Béatrice VEYRASSAT (*«La Suisse sur les marchés du monde. Exportations globales en valeur et répartition géographique au XIXe siècle. Essai de reconstitution»*) on dispose dorénavant d'un premier essai de reconstitution en ce domaine. Apparemment, vers 1845, 64% des exportations étaient destinées à l'outre-mer, l'Europe n'absorbant que 36% de celles-ci. L'Amérique (du Nord et du Sud), à elle seule, absorbait quelque 44–48% des exportations suisses. Vers 1860, la situation est pratiquement inverse, comme le note Béatrice Veyrassat: «les industries d'exportation du pays se sont en effet réorientées vers l'Europe. C'est que le mouvement de désarmement douanier qui s'inscrit entre les deux dates symboliques de 1846 (abolition des Corn Laws) et de 1860 (Traité franco-britannique supprimant toutes les prohibitions) a incité les exportateurs suisses à se rapprocher de l'Europe du libre-échange.»

La contribution de Bouda ETEMAD (*«Un siècle de commerce entre la Suisse et le Tiers-Monde, 1885-1985»*) prend en quelque sorte le relais de celle de Béatrice Veyrassat. «Une comparaison de la Suisse avec d'autres économies européennes révèle qu'au XXe siècle son appareil productif est plus tourné vers les débouchés du Tiers Monde. Du côté approvisionnement, la «dépendance» de l'industrie suisse envers les matières premières d'outre-mer a été effective

surtout avant l'entre-deux-guerres pour certaines branches comme le textile. Plus que les colonies, les pays indépendants apparaissent avant 1954 comme les principaux partenaires commerciaux du Tiers Monde. Des trois grandes régions du Tiers Monde, l'Asie acquiert au XXe siècle une importance grandissante pour les industries suisses. Sa contribution dans la réduction du déficit commercial chronique de la Suisse doit être particulièrement soulignée.»

D'une certaine façon, depuis son ouverture (de force en 1854) au commerce occidental et jusqu'à la Première guerre mondiale, le Japon pouvait être assimilé au Tiers-Monde. La contribution de François JEQUIER («Les relations économiques et commerciales entre la Suisse et le Japon des origines à la Première guerre mondiale») va au-delà des simples problèmes du commerce extérieur en brossant un tableau des relations entre ces deux pays qui, plus tard, deviendront notamment des concurrents dans le domaine de l'industrie horlogère, comme on le verra plus loin dans la contribution de David Landes.

Alors que les premiers accords commerciaux avec la Suisse datent de 1864, dès 1858 (c'est-à-dire quatre ans après l'ouverture de force du Japon par les Américains) tant l'industrie horlogère que celle du textile envoient des représentants au Japon. «Le développement des relations commerciales suisses avec le Japon est directement lié à cette présence de quelques hommes suivis des premières sociétés à s'implanter dans les ports japonais.» Mais ces relations commerciales furent «mouvementées» et restèrent très modérées jusqu'à la Première guerre mondiale, oscillant autour de 1% des échanges commerciaux suisses. Il est vrai que «les Japonais imitèrent les produits manufacturés suisses avec les machines que les Suisses n'hésitèrent pas à leur vendre. Et, en 1919, les Japonais pouvaient se passer des principales machines-outils occidentales qu'ils fabriquaient eux-mêmes sur la base des meilleurs modèles.»

On trouvera dans le tableau 3 l'évolution de la structure géographique des exportations suisses de 1909/11 à 1986/88. Notons que l'approche sera ici plus géographique qu'économique, puisque l'on trouvera dans la communication de Bouda Etemad (analysée plus haut) une répartition du commerce extérieur suisse par région économique. Avant d'analyser très sommairement ces données, signalons que les statistiques de la structure géographique des échanges avant cette période sont biaisées du fait que, en règle générale, seules les premières destinations (et non les finales) étaient relevées.

Les modifications de la structure par produits des exportations suisses ainsi que les changements économiques et politiques dans le reste du monde ont tout naturellement conduit à des modifications importantes dans la structure géographique des exportations suisses. Et, bien entendu, les politiques commerciales

Tableau 3: *Structure géographique des exportations de la Suisse (en % par rapport aux exportations totales; moyennes annuelles triennales entourant l'année citée)*

	1910	1928	1953	1970	1987
<i>Europe</i>	74,0	69,6	56,8	67,2	66,8
dont Allemagne	22,5	18,1	11,8	15,1	20,1
Autriche	-6,6	3,5	2,8	5,3	3,8
France	10,8	7,6	7,1	8,5	9,2
Royaume-Uni	16,8	14,5	5,0	7,3	7,7
Italie	7,1	6,6	9,2	9,0	8,1
Russie	3,5	0,3	0,3	0,4	1,0
Suède	0,6	1,4	3,4	3,3	1,9
<i>Afrique</i>	1,1	2,4	5,0	3,8	2,6
dont Afrique du Sud	0,1	0,7	1,0	1,4	0,6
Egypte	0,5	0,7	1,4	0,4	0,4
<i>Amérique</i>	18,9	16,9	25,4	16,3	13,1
dont Argentine	2,2	1,8	1,1	0,8	0,3
Brésil	1,2	1,1	2,5	1,2	1,0
Canada	1,8	1,9	1,8	1,4	0,8
Etats-Unis	12,2	9,9	14,5	8,9	8,9
Mexique	0,4	0,4	1,3	1,0	0,4
<i>Asie</i>	5,0	9,0	11,0	11,2	16,4
dont Chine	1,6	1,4	1,9	0,3	0,9
Hong Kong	—	—	—	1,7	2,1
Inde	1,5	1,8	1,8	0,4	0,6
Iran	—	0,1	0,3	0,8	0,5
Japon	0,7	2,3	0,7	3,0	3,8
Turquie	0,3	0,3	0,9	0,5	1,0
<i>Océanie</i>	1,1	2,1	1,7	1,3	1,0
<i>Total (en millions de francs courants)</i>	1'184	2'085	5'062	21'922	69'515

Note: Allemagne: après 1928 il s'agit des deux Allemagnes.

Autriche: avant 1928 il s'agit de l'Empire austro-hongrois.

Le Royaume-Uni comprend pour toute la période l'Irlande.

Inde: avant 1953 incluant l'ensemble des Indes Britanniques.

Turquie: pour l'ensemble de la période, la Turquie est comprise dans l'Asie.

Sources: D'après DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES DOUANES, *Développement du commerce extérieur de la Suisse dans les années 1886 à 1912*, Berne, sans date. Et *Annuaire statistique de la Suisse*, Berne, diverses livraisons.

jouent aussi un rôle clé dans les vicissitudes et les orientations géographiques du commerce extérieur. Politiques commerciales qui font l'objet de deux communications (celle de Philippe Gern et celle d'Antoine Fleury) présentées plus loin.

Sauf pour la période d'immédiate après-guerre (tant la Première que la Seconde) – où, pour des raisons évidentes, la demande est moins forte – l'Europe absorbe en moyenne les deux tiers des exportations suisses. Et, à l'intérieur de l'Europe, l'Allemagne a toujours été le débouché le plus important de la Suisse (sauf dans les périodes d'après-guerre): environ un cinquième des exportations totales. Faisons un aparté qui conforte l'argument qui voit dans le développement économique des partenaires commerciaux davantage un facteur d'échanges accrus que de concurrence. Les pays tempérés d'Amérique latine – qui, au début de ce siècle, figuraient parmi les pays développés et même parmi les 10–15 pays les plus riches du monde – absorbait alors des quantités significatives de produits suisses. Mais leur déclin économique relatif réduit les possibilités d'exportations de la Suisse. Dans ce contexte, la comparaison la plus intéressante est celle qui porte sur l'Argentine et le Canada, deux pays économiquement assez semblables au début de ce siècle, mais dont seul le Canada connaît un développement économique. En termes d'exportations suisses (en francs suisses courants) par habitant (habitants de l'Argentine et du Canada), voici les données pour deux périodes:

1899–1901, Argentine 2,6 francs; Canada 0,8 franc.

1986–1988, Argentine 6,9 francs; Canada 27,4 francs.

De même, en Europe, le déclin relatif de l'économie britannique conduit à un déclin accusé de ce marché: 17% pour 1909/11; 5% pour 1952/54. Et, afin de prendre un dernier exemple, signalons que l'Inde – qui pour 1952/54 absorbait encore plus de deux fois de produits en provenance de la Suisse que le Japon – en absorbait en 1986/88 six fois moins que le Japon.

Les conséquences de la création du Marché Commun et de l'A. E. L. E. ne sont que partiellement visibles dans le tableau 3. Ainsi, la part de l'Autriche passe, entre 1952/54 et 1986/88, de 28% à 38%; et celle du Royaume-Uni de 5,0 à 7,7%; celle de la Suède régresse de 3,4 à 1,9%. D'autre part, la création du Marché Commun n'a pas empêché la progression de l'importance relative de l'Allemagne et de la France. Bien entendu, il ne s'agit pas de faire ici une analyse, même tant soit peu sommaire, des conséquences des mouvements d'intégration économique.

Les politiques commerciales bilatérales jouent évidemment aussi un rôle clé dans les vicissitudes et les orientations structurelles du commerce extérieur. La France a été, et est redevenue, un partenaire commercial important de la Suisse. Comme on a pu le voir dans le tableau 3, la part de ce pays dans le total des exportations suisses a évolué de la façon suivante: 1909/11, 11%;⁴ 1927/29, 8%; 1952/54, 6%; 1986/88, 9%. La contribution de Philippe GERN («Les échanges entre la France et la Suisse au XIXe siècle. Libéralisme ou protectionnisme») montre que les questions commerciales furent «au centre des préoccupations gouvernementales et parlementaires» ... «et devinrent l'enjeu principal de la diplomatie». La contribution de Philippe Gern met en relief les contraintes et les possibilités qu'entraînent les grands changements des politiques douanières qui ont perturbé le XIXe siècle. Les alternances: protectionnisme (1815–1860), libéralisme (1860–1892), puis à nouveau protectionnisme (1892–1914) entraînent des remises en question, parfois fondamentales.

La seconde moitié du XXe siècle s'inscrit dans une perspective internationale toute différente. Comme le montre Antoine FLEURY («La Suisse et le retour au multilatéralisme dans les échanges internationaux après 1945»), cette période se place dans le prolongement de l'après Première guerre mondiale et se caractérise par «l'idée d'un nouvel ordre économique mondial libéral» qui s'accompagne de la création d'institutions nouvelles de nature financière et commerciale. Antoine Fleury analyse les «réticences des dirigeants suisses à s'engager dans les nouvelles formules d'échanges internationaux.» Il souligne notamment la préférence qu'accordaient les hauts responsables de la politique commerciale à la diplomatie bilatérale. Et ce n'est qu'à la suite tant des résultats acquis par la diplomatie multilatérale que de l'expansion du commerce international que l'attitude se modifie, ce qui «conduit progressivement les décideurs suisses à accepter, en plus de la voie bénie de l'accord bilatéral, la voie obligée, mais incertaine, de la concertation multilatérale tant au sein des nouvelles organisations internationales que dans le cadre de conférences internationales ad hoc.»

La contribution de Jakob TANNER («Die Schweiz und Europa: Wirtschaftliche Integration und ansätze zur politischen partizipation 1940–1989»; «La Suisse et l'Europe: intégration économique et premiers pas vers une participation politique, 1940-1989») aborde des problèmes voisins de ceux d'Antoine Fleury. Mais l'approche est différente, puisqu'il s'agit, comme le

4 Ce n'est qu'à partir de cette période que les statistiques géographiques du commerce ne sont pas trop faussées par le problème des destinations «non finales».

titre de la contribution le laisse entendre, de l'historique des rapports entre la Suisse et le processus d'intégration de la Communauté Economique Européenne. Communauté qui, comme le montre le message du Conseil Fédéral du 24 août 1988, occupe une place primordiale dans les rapports de la Suisse avec le reste du monde, alors que les liens politiques sont beaucoup plus restreints. «Pour l'année 1987, les chiffres sont les suivants: 56% des exportations; 72% des importations; 45% des investissements directs; 49% des comptes en banque; 86% des avoirs provenant de transactions fiduciaires; 70% des assurances étrangères; 76% des travailleurs étrangers; 67% des nuitées d'hôtes étrangers dans l'hôtellerie.» Mais Jakob Tanner insiste sur l'ancienneté du déséquilibre entre «le champ d'activité des entreprises et le champ d'organisation politique.»; «La <transnationalisation> des marchés, qui s'est avant tout accentuée avec la poussée d'industrialisation débutant au milieu des années 1880, a créé un champ de tension entre l'Etat et l'économie privée et a rendu la politique extérieure dépendante d'intérêts industriels et financiers. La politique d'investissement et de vente des entreprises a dépassé de plus en plus les frontières géographiques de l'état national.» Enfin, autre aspect dans lequel Jakob Tanner replace l'historique des rapports Suisse/Europe, celui de la «Nouvelle Europe» rêvée par le Troisième Reich.

Les investissements à l'étranger: précocité et forte importance relative

C'est probablement enfoncer une porte ouverte que de prouver que la Suisse a joué un rôle important dans les investissements à l'étranger dès avant la Première guerre mondiale. Néanmoins, il convient de préciser les ordres de grandeur. Vers 1913, la Suisse – qui représentait moins de 1% de la population des pays développés et 2% des exportations totales de cette région – disposait de quelque 5–7% de la valeur brute du stock des capitaux européens à l'étranger et peut-être 10–20% de la valeur du stock de capitaux fixes à l'étranger.

L'imprécision de ces pourcentages est davantage due à l'imprécision des chiffres suisses qu'à ceux des autres pays développés, lesquels sont loin d'être parfaits. Et c'est peut-être là l'occasion d'insister encore une fois sur l'état de sous-développement des statistiques suisses du XIXe siècle (en fait jusqu'au début des années 1960) et ce dans pratiquement tous les domaines (démographie exceptée).

En termes de stock de capitaux à l'étranger par habitant, la Suisse occupait, vers 1913, la première place, dépassant probablement le Royaume-Uni et se

Tableau 4: Stock brut d'investissements directs à l'étranger^a (en dollars courants)

	1913	1938	1960	1975	1985
<i>Total (milliards de \$)</i>					
Suisse	(2,7)	(2,3)	2,3	22,4	45,3
Pays-Bas	1,2	4,8	7,0	19,9	43,8
Suède	1,0	0,4	0,4	4,7	9,0
Allemagne	4,7	0,7	0,8	18,4	60,0
France	9,0	3,9	4,1	10,6	21,6
Royaume-Uni	20,3	22,9	12,4	37,0	104,7
Etats-Unis	3,5	11,7	31,9	124,2	250,7
Japon	—	—	0,5	15,9	83,6
Monde	47,0	52,0	66,7	282,0	713,5
<i>Par habitant (en \$)</i>					
Suisse	(700)	(570)	420	3'500	7'000
Pays-Bas	320	550	610	1'460	3'020
Suède	180	60	50	570	1'080
Allemagne	70	10	10	300	940
France	230	90	90	200	390
Royaume-Uni	440	480	240	660	1'850
Etats-Unis	40	90	180	580	1'050
Japon	—	—	5	140	690

a Pour 1913 et 1938, il s'agit du stock brut de l'ensemble des capitaux à l'étranger; donc non comparables avec les chiffres ultérieurs.

Note: Les chiffres entre parenthèses comportent une marge d'erreur plus importante que le reste des données.

Sources: 1913: d'après BAIROCH, P., *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle*, Paris-La Haye 1976 (pp. 100–101 et 278–279).

1938: d'après (et avec certaines rectifications) WOODRUFF, W., *Impact of Western Man*, Londres 1966 (pp. 156–157). DUNING, J. H., *Capital Movements in the Twentieth Century* in: DUNING, J. H. (ed), *International Investments*, Harmondsworth 1972 (pp. 53–91, notamment p. 63).

Après 1938: d'après NATIONS UNIES, *Transnational Corporations in World Development. Trends and Prospects*, New York 1988 (p. 24).

situant apparemment à peu près au double du petit pays qui la suivait en ce domaine: les Pays-Bas.

Apparemment – nous disons bien à nouveau «apparemment», car les données sont très approximatives – la Suisse perd un peu de sa prééminence entre les deux guerres, puisque vers 1938 sa part dans le stock brut des investissements des pays développés à l'étranger se situe vers les 4–5%. En termes d'investissements par habitant, la Suisse reste toujours en tête (même si, à partir de cette période, les Etats-Unis commencent à intervenir massivement, en termes d'investissements à l'étranger par habitant ce pays se place loin derrière la Suisse). Mais l'écart avec le Royaume-Uni et surtout les Pays-Bas s'est rétréci d'une façon telle qu'il n'est pas impossible, vu la marge d'erreur des données, qu'en réalité la Suisse n'occupe plus que la deuxième ou la troisième place en la matière.

Après la Seconde guerre mondiale – et surtout en ce qui concerne les seuls investissements directs pour lesquels les statistiques sont plus comparables – la Suisse occupe en termes de données par habitant la seconde place dans le monde, après les Pays-Bas (voir le tableau 4). Mais ce probable recul de rang n'est que temporaire, car dès 1975 (et probablement déjà au milieu des années 1960) la Suisse retrouve la première place avec un écart énorme par rapport aux pays qui la suivent, puisque (toujours en termes de données par habitant) le niveau suisse est 2,5 fois plus élevé que celui des Pays-Bas;⁵ 5,3 fois plus élevé que celui du Royaume-Uni; et 6,0 fois plus élevé que celui des Etats-Unis. De 1975 à 1985, la spécificité de la Suisse en ce domaine s'est encore renforcée.

A la lecture des pourcentages de la part de la Suisse dans le stock brut des investissements directs à l'étranger et de ceux de la part des investissements totaux à l'étranger, on aura compris que la nature des investissements suisses est très différente de celle de la plupart des autres pays. En effet, la proportion des investissements directs (par opposition aux investissements de portefeuille) est sans aucun doute beaucoup plus élevée en Suisse. En l'état actuel de la recherche il est impossible de fournir des chiffres tant soient peu précis pour la période d'avant la Seconde guerre mondiale; mais la présence massive et l'ancienneté des multinationales suisses sont un très bon indicateur en la matière. Dans une analyse que nous avons effectuée,⁶ sur la cinquantaine des plus importantes multinationales industrielles de la fin des années 1970, la

5 De surcroît il convient de noter le problème d'un certain nombre de multinationales néerlandaises qui, en fait, sont bi-nationales.

6 BAIROCH, P., «Industria» in: *Enciclopedia Einaudi*, vol. 7, Turin 1979 (pp. 313–352).

Suisse en comptait six et toutes les six (Nestlé, Ciba-Geigy, Brown-Boveri, Roche-Sapac, Sandoz et Sulzer) avaient commencé leurs activités à l'étranger avant 1915, alors que pour les multinationales des sept autres pays pris ensemble cette proportion n'était que de 57%.

Cela permet de postuler qu'à la veille de la Première guerre mondiale l'importance relative de la Suisse dans l'ensemble des multinationales industrielles était très grande. Un calcul sommaire (tenant compte d'un taux général d'omission et d'un plus fort taux de survie des entreprises suisses) laisse supposer que quelque 13–18% des entreprises multinationales industrielles dans le monde étaient alors suisses. Si l'on traduit ces chiffres en données par habitant (en limitant l'aire d'origine des multinationales aux pays suivants: Etats-Unis, Allemagne, Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède) on aboutit à une Suisse ayant par habitant 14–19 fois plus de multinationales que le reste de ces pays. En revanche, si l'on limite la comparaison aux petits pays, le caractère exceptionnel de la Suisse se réduit considérablement, mais demeure très important. Comparée à l'ensemble: Belgique-Suède-Pays-Bas, la Suisse n'avait probablement que 4–6 fois plus de multinationales industrielles par habitant; et, par rapport aux Pays-Bas seuls (qui occupent la deuxième place), probablement que le double.

D'ailleurs, et c'est là une des spécificités de la Suisse, il ne faut pas seulement parler de multinationalisation des entreprises suisses, mais aussi d'émigration d'entreprises industrielles. En effet, et ceci concerne surtout les 3–4 dernières décennies du XIXe siècle, un nombre important d'entreprises industrielles – notamment textiles – ont déménagé à l'étranger et plus spécialement en Italie. Dans le domaine important des investissements à l'étranger, la communication de Hans SCHROETER («Die direkten Auslandsinvestitionen der schweizerischen Industrie 1870–1914») est la bienvenue; car, comme nous le notions plus haut, les études sont peu nombreuses. Celle-ci, qui intègre à la fois les aspects théoriques et factuels, fournit une image de la situation sectorielle et internationale des investissements directs de la Suisse. Elle montre la forte concentration de ceux-ci dans les pays limitrophes. A elles seules, l'Allemagne, la France et l'Italie absorbaient 60% de ces investissements en 1914. La répartition sectorielle met en évidence des spécialisations régionales parfois importantes: par exemple, 10 des 13 implantations en Grande-Bretagne sont dans le domaine de l'industrie alimentaire.

La population: une proportion d'étrangers sans pareille en Europe

Les régions montagneuses sont, en règle générale et depuis longtemps, des zones d'émigration temporaire ou/et définitive. Durant des siècles, la Suisse n'a pas échappé à cette règle. Si une grande partie du XIXe siècle s'inscrit dans cette tendance, notons que c'est à partir de la décennie 1890 que le flux migratoire s'inverse; c'est-à-dire que le solde migratoire devient positif. Toutefois, depuis le début du XIXe siècle au moins, la Suisse compte une forte proportion d'étrangers. L'afflux de main-d'œuvre étrangère sera très rapide dans les dernières décennies du XIXe siècle et la première décennie du XXe siècle. La population de nationalité étrangère, qui représentait 3,0% de la population totale au recensement de 1850, atteint les 11,6% au recensement de 1900 et les 14,7% à celui de 1910. Il est probable qu'à la veille de la Première guerre mondiale le cap des 16% ait été atteint, voire dépassé. Dès 1880, et même probablement dès le milieu du XIXe siècle, cela impliquait une situation très spécifique: aucun autre pays européen n'avait, et de loin, une proportion voisine de population étrangère (voir le tableau 5).

Certes, outre le facteur explicatif essentiel qui est le niveau de vie élevé de la Suisse, il faut tenir compte de la taille du pays et de sa position géographique. En règle générale plus un pays est petit plus la proportion d'étrangers a tendance à y être élevée en raison de l'importance relative plus grande de régions frontalières où l'on trouve généralement une forte proportion de ressortissants des pays limitrophes. Par ailleurs, la Suisse n'ayant aucune côte maritime, cela renforce le rôle des régions frontalières. Notons qu'après la Première guerre mondiale la proportion d'étrangers sera davantage fonction des politiques d'immigration et du niveau de vie que de la taille ou de la position géographique des pays, sans pour autant éliminer totalement les influences de ces facteurs. Vers 1880 déjà, la Suisse avait une proportion d'étrangers 5,7 fois plus élevée que la moyenne des autres petits pays d'Europe et près de trois fois plus forte que le pays suivant immédiatement, à savoir la Belgique. Par rapport aux grands pays d'Europe il s'agit même d'une proportion 7,4 fois plus élevée. Ces écarts se creusent encore jusqu'à la veille de la Première guerre mondiale. Vers 1910, la proportion d'étrangers en Suisse est près de dix fois supérieure à celle de l'ensemble des petits pays.

L'entre-deux-guerres, marquée par l'introduction dans un grand nombre de pays de restrictions à l'immigration, entraîne des mouvements très opposés dans les proportions d'étrangers. Le fait le plus important est évidemment les restrictions à l'entrée aux Etats-Unis: alors que 10,1 millions d'immigrants y étaient

Tableau 5: *Proportion de population résidente de nationalité étrangère (en pourcentage de la population totale)*

	1880	1910	1920	1930	1970
<i>Suisse</i>	7,4	14,7	10,7	8,7	17,2
<i>Autres petits pays*</i>	1,3	1,5	2,2	1,8	2,9
Autriche ^a	1,2	1,0	—	3,7	2,3
Belgique	2,6	3,4	2,0	3,8	7,2
Danemark ^{b,c}	2,1	2,9	3,0	2,6	2,4
Finlande	0,5	0,4	1,3	0,8	0,7
Norvège	1,4	1,1	2,4	1,9	1,7
Pays-Bas ^d	1,8	1,0	1,6	2,2	1,6
Portugal	0,8 ^f	0,7	0,5	0,1	0,4
Suède	0,1	0,4	0,9	0,3	0,5
<i>Grands pays*</i>	1,0	1,6	1,9	1,9	3,5
Allemagne ^e	0,6	1,9	2,5	1,2	4,0
Espagne	0,2 ^f	0,3	0,8	0,4	0,9
France	2,7	2,9	3,9	6,9	5,6
Italie	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
Royaume-Uni ^b	0,8	2,1	1,8	1,6	5,7
<i>Europe*</i>	1,1	1,8	2,1	2,0	3,6
Europe – Suisse	1,1	1,6	2,0	1,9	3,4

* Ensemble de pays du groupe considéré, sauf pour 1970 où les pays d'Europe de l'Est sont exclus pour des raisons évidentes.

a Non compris la Hongrie en 1880 et 1910 et territoire non comparable à celui de l'après-guerre.

b Proportion de personnes nées à l'étranger.

c Nous avons rectifié les données (pour la période 1880–1930) en considérant que les personnes nées dans la province de Slesvig (rattachée à l'Allemagne en 1864) étaient danoises.

d En 1880 nées à l'étranger.

e Le chiffre de 1920 a été interpolé à partir des données de 1910 et 1925 en postulant de plus faibles changements durant la guerre.

f Données proches de 1890.

Note: Dans certains cas il s'agit de données se rapportant à une ou deux années avant ou après la date citée.

Sources (tableau 5): *Chiffres par pays d'après:*

1880–1930: *Annuaire statistique de la France, partie rétrospective, 1932*, Paris 1932 (pp. 210–211); et volume 1937, Paris 1938 (pp. 247–248). OFFICE PERMANENT DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE LA STATISTIQUE, *Annuaire international de la statistique*, vol. I: Etat de la population, La Haye 1916 (pp. 136–142). Et BERTILLON, J., *Statistique internationale*, Paris 1899 (pp. 39–160).

1970: NATIONS UNIES, *Annuaire démographique*, New York, diverses livraisons. Et statistiques nationales.

Taux régionaux:

Calculs de l'auteur (les totaux incluent les quelques pays non repris dans le tableau).

entrés entre 1905 et 1914, ce nombre est tombé à 4,3 millions de 1921 à 1930 et à 0,5 million de 1931 à 1940.⁷ Dans des proportions beaucoup plus modestes, la France a repris un peu le rôle des Etats-Unis. Entre 1921 et 1931, le nombre d'étrangers et de naturalisés en France a augmenté de 1,3 million, alors que de 1901 à 1911 cette augmentation n'avait été que de 0,3 million.

La Suisse, étant plutôt du côté des pays imposant des restrictions,⁸ voit une forte réduction de sa spécificité en tant que pays comptant la proportion la plus élevée d'étrangers. L'écart, qui était de 10 à 1 par rapport à l'Europe, tombe vers les 5 à 1 dans l'entre-deux-guerres. Les années 1930 voient en Suisse, comme partout, une aggravation des mesures restrictives et, par conséquent, une diminution de l'immigration. Au recensement de 1941 la proportion d'étrangers en Suisse n'est plus que de 5,2%, soit la plus faible proportion depuis 1870. Bien entendu, les données du recensement de 1941 sont déjà perturbées par les hostilités.

La période de grande prospérité des années 1950-1973 va modifier radicalement la situation non seulement en Suisse, mais également dans la plupart des pays européens à haut niveau de vie. Vers 1970, la spécificité de la Suisse est atté-

7 D'après U. S. BUREAU OF THE CENSUS, *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, Washington 1975 (p. 56).

8 L'analyse comparative des législations et pratiques en la matière est délicate. En ce qui concerne la Suisse les premières mesures sont prises en 1917 et impliquent notamment l'obligation d'un visa. En vue de permettre à la Confédération de légiférer en la matière, un nouvel article est introduit dans la constitution en 1928 et la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers voit le jour en 1931. (JOUSSON, B. et DELLSPERGER, C., *Politiques suisses d'immigration et conséquences économiques de cette immigration; 1880–1975*, mémoire d'histoire économique, Université de Genève, 1978).

nuée mais non éliminée. La proportion d'étrangers en Suisse est à ce moment-là 5 fois supérieure à celle de l'Europe occidentale.

De 1970 à 1980, en raison des mesures prises – tant en ce qui concerne l'émigration que la politique des naturalisations – et en raison aussi de l'évolution conjoncturelle, on a assisté à une stabilisation (et même à un recul) de l'importance de la population étrangère. Entre le recensement de 1970 et celui de 1980 la proportion d'étrangers est passée de 17,2 à 14,8% (en nombres absolus de 1'080'000 à 945'000). Comme dans d'autres pays, l'importance absolue et relative des étrangers a continué à progresser; la spécificité de la Suisse en ce domaine s'est atténuée, mais elle demeure très importante. Durant les dix dernières années on a assisté à nouveau à une progression du nombre absolu et relatif de la population étrangère en Suisse. Ainsi, la population étrangère résidante permanente⁹ est passée de 893 mille en 1980 à 1 040 mille en 1989 (soit de 14,1 à 15,6%).

Signalons, que généralement – et pour des raisons évidentes – la proportion d'étrangers parmi la population active est plus forte que dans la population totale. Pour la Suisse, la proportion d'étrangers parmi la population active a été la suivante: 1910, 16,7%; 1920, 11,5%; 1930, 10,8%; 1970, 21,9%; 1980, 18,4%.

Revenons à l'émigration des Suisses. L'essentiel de ce mouvement étant, en Suisse comme dans le reste de l'Europe, dirigé vers l'outre-mer. En Suisse, quels facteurs expliquent les fluctuations de ces flux d'outre-mer? La contribution de Heiner RITZMANN («Pull- und Pushfaktoren in ihrem Einfluss auf die schweizerische Überseemigration im 19. Jahrhundert»; «Facteurs <Pull> et <Push>, leur influence sur l'émigration suisse vers l'outre-mer au XIXe siècle») fait une analyse multivariée qui apporte des résultats fort intéressants sur l'intervention respective des facteurs d'attraction et de répulsion au cours de la période 1816–1935. Une analyse comparative permet de mettre en relief le synchronisme de l'évolution de ce mouvement dans un ensemble beaucoup plus vaste que la Suisse (Allemagne, pays nordiques, Irlande). «Ceci prouve la présence de facteurs économiques qui ont des effets très étendus du point de vue géographique. Pour la période 1816–1913 le meilleur <fit> a été obtenu en laissant au total cinq variables dans l'équation: les investissements suisses dans le bâtiment; le taux de mariage en Suisse; puis, à choix, l'indice suisse de mauvais temps pendant la période du mois d'avril au mois d'août ou le revenu réel dans le secteur primaire suisse; ensuite une série de données indiquant les

9 C'est-à-dire sans les fonctionnaires internationaux (et leurs familles) et sans les demandeurs d'asile.

changements dans la situation conjoncturelle américaine; et, enfin, le volume d'émigration de l'année précédente.» Plusieurs tentatives ont été faites afin d'améliorer le modèle malgré la non disponibilité de certaines données importantes; ce qui n'empêche pas, dans certains cas, des résultats intéressants. Ainsi, «le fait que l'omission de destinations d'émigration européenne ne diminue que peu la valeur du modèle peut permettre de conclure qu'il n'y avait guère d'action réciproque entre l'émigration vers les pays d'outre-mer et vers l'Europe. Ceci résultant du fait qu'il s'agit probablement d'un flux migratoire différemment constitué et que d'anciennes traditions migratoires n'ont pas été abandonnées sans autres pour des nouvelles, même si, du point de vue purement économique, cela pourrait se justifier par une comparaison des niveaux de revenu dans les pays d'immigration en question.» Sa conclusion est que le dualisme de l'Ancien Régime «s'est successivement affaibli par la libéralisation politique du secteur intérieur; dans l'industrialisation, l'industrie d'exportation ne jouait pas ce rôle dominant qu'on à l'habitude de lui attribuer. Des événements politiques à l'étranger et le système politique de la Suisse ont fait que l'économie suisse a connu un développement particulier au XXe siècle. Ces deux éléments ont favorisé d'une façon décisive son développement en tant que grand centre international financier et administratif.»

Comme nous le notions plus haut, la Suisse se range au sein des pays qui, à partir de la Première guerre mondiale, apportèrent des restrictions à l'immigration. Dans sa contribution, Gérald ARLETTAZ («La Première Guerre Mondiale et l'émergence d'une politique interventionniste») montre que ces restrictions, bien que marquant une rupture avec le libéralisme du XIXe siècle, «n'implique pas un contrôle rigoureux de la mobilité.» Déjà, pendant la guerre, les attitudes vis-à-vis des ouvriers étrangers sont conditionnées par les aléas de la conjoncture économique. Dès 1917, «la nouvelle stratégie d'immigration est axée sur le concept d' *<Überfremdung>* dont l'acceptation économique est définie par les spécialistes comme une pénétration anormale de main-d'oeuvre, d'entreprises et de capitaux étrangers menaçant les conditions de vie et l'indépendance du pays». A la fin de la guerre, on opte en définitive pour une solution empirique qui «associe une intervention ponctuelle de l'Etat au maintien d'une économie libérale et à la stabilisation d'une société devenant plus nationale.»

* * *

Avec la population étrangère, nous avons fait le tour des trois principaux aspects du caractère extraverti de l'économie suisse qui amenèrent à donner à ce très petit pays une place importante dans l'économie mondiale. Certes, dans le cas de la population, il s'agit en quelque sorte d'une empreinte en creux sur cette économie mondiale, mais qui, néanmoins, la marque. Sur les six contributions restantes, trois concernent l'industrialisation, deux les problèmes financiers, et une le tourisme, lequel, encore davantage que l'immigration, a conduit à donner une place importante à la Suisse dans le contexte mondial (et avec le chocolat et les montres dans l'imaginaire mondial). Commençons donc par cet aspect; après quoi nous examinerons les problèmes financiers et terminerons par l'industrie.

Le tourisme: un pays précurseur

Carence de données comparatives ... En effet, voici ce qu'écrivait, en 1936, un comité de travail de la Société des Nations à propos du tourisme: «les statistiques nationales sont le plus souvent incomplètes et rarement comparables».¹⁰ Et les seules données que ce rapport tente de comparer sur le plan international sont celles qui émanent de balances des paiements, données, qui, comme nous l'avons vu (à propos des investissements à l'étranger), sont très aléatoires pour cette période.

Partons de données comparatives plus récentes, donc un peu plus sûres, pour remonter dans le temps et l'imprécision. Vers 1955, période d'après-guerre déjà normalisée, la Suisse accueillit environ 3,7 millions de touristes étrangers par an sur un total probable de l'ordre de 25–28 millions pour l'ensemble de l'Europe occidentale.¹¹ L'importance relative de la Suisse apparaît être un peu plus forte entre les deux guerres mondiales; la Suisse accueillant alors quelque

10 SOCIETE DES NATIONS, *Comité Economique. Etudes relatives au tourisme considéré comme un facteur de l'économie internationale*, Genève 1936 (p. 17).

11 Ce qui ne veut pas dire que ces statistiques sont strictement comparables; toutefois elles le sont suffisamment pour fournir des ordres de grandeur. Voici les données pour les principaux pays touristiques en 1955; le premier chiffre est celui du nombre total en milliers de touristes étrangers, le second (entre parenthèses) est le chiffre correspondant par habitant: Suisse, 3700 (740); Autriche, 2610 (370); France, 4010 (90); Italie, 6200 (130); Espagne, 1770 (60). D'après NATIONS UNIES, *Annuaire statistique 1961*, New York 1961 (pp. 372–373).

19–23% du total des touristes étrangers en Europe.¹² C'est-à-dire par habitant 17–21 fois plus que le reste de l'Europe; 2 fois plus que le pays la suivant immédiatement (Autriche) et 6 fois plus que ceux qui suivent (France, Italie).

A la veille de la Première guerre mondiale (et durant les 2–3 décennies la précédent), la prédominance de la Suisse a dû être encore plus grande. Car, dans le domaine touristique, les années de l'immédiate avant-guerre ont constitué un sommet qui n'a été dépassé qu'après la Seconde guerre mondiale. Ainsi, par exemple, le nombre de nuitées (y compris la clientèle suisse) dans les hôtels et autres établissements de séjours (établissements de cure et pensions), qui en 1882 s'élevait à 4,2 millions, atteignit les 21,9 millions en 1913. Le sommet entre les deux guerres fut atteint en 1928 avec 19,9 millions; le creux fut en 1932 avec 13,0 millions de nuitées. Dès 1946, le chiffre s'éleva à nouveau à 20,9 millions mais resta assez stable jusqu'en 1953/54, pour atteindre un nouveau sommet de 36,9 millions en 1972, sommet qui n'a été dépassé qu'en 1981 avec 37,1 millions. Pour 1989, le nombre de nuitées s'est élevé à nouveau à 37,1 millions.¹³ Notons que, comme nous le verrons plus loin, l'intervention à partir des années 1950/60 de la para-hôtellerie fausse légèrement cette évolution.

D'ailleurs l'équipement hôtelier suisse en nombre de lits a atteint un sommet à la veille de la Première guerre mondiale qui n'a été dépassé qu'en 1962. L'augmentation du nombre de nuitées se réalisa grâce à une meilleure utilisation des capacités d'hébergement. Vers 1880, le nombre total de lits des hôtels et pensions était de l'ordre des 65–75 mille. A la veille de la Première guerre mondiale, il a dû atteindre quelque 220 mille; et à la veille de la Seconde guerre mondiale, par suite de la dépression des années 1930, quelque 185 mille. Le sommet de 1913 a été retrouvé vers 1962/64. Et un nouveau sommet, avec 277 mille lits, a été atteint en 1974. Depuis lors (et jusqu'en 1989 au moins), ce nombre a fluctué autour des 274 mille.¹⁴

Si jusqu'à la Seconde guerre mondiale le nombre de nuitées dans l'hôtellerie est un bon indicateur du mouvement touristique, ce n'est plus le cas pour les quatre dernières décennies qui ont vu un fort développement de ce que les

12 D'après GOLDEN, H., *Strukturwandlungen des schweizerischen Fremdenverkehrs, 1890-1935*, Zurich 1939 (p. 60, avec rectifications).

13 CREDIT SUISSE, *Guide statistique suisse*, 2e édition, Zurich 1972 (p. 62). Et *Annuaire statistique de la Suisse*, Berne, diverses livraisons.

14 Article «Hôtellerie» in: *Handbuch der Schweizerischen Volkswirtschaft*, vol. I, Berne 1939 (pp. 594–600) et idem édition 1955, vol. I (pp. 646 à 652). Et *Annuaire statistique de la Suisse*, Berne, diverses livraisons.

statistiques qualifient de para-hôtellerie (logement chez l'habitant, camping, etc.). Ce type de logement touristique (qui, toutefois, reçoit une proportion plus faible de touristes étrangers) a représenté 39,3 millions de nuitées en 1989, contre 33,1 millions en 1978 et quelque 26–27 millions en 1970. (Mais une partie de cette croissance «est due à un meilleur relevé statistique»; et l'on ne dispose pas de statistiques avant 1970). C'est vers 1972/75 que le nombre de nuitées de la para-hôtellerie dépasse celui de l'hôtellerie.

D'après les estimations existantes,¹⁵ les recettes annuelles nettes du tourisme international ont évolué très approximativement de la façon suivante (en million de francs courants): 1911/13, 300; 1927/29, 500; 1936/38, 150; 1954/56, 580; et 1988, 1'580. En termes de proportions du produit national brut cela devait représenter environ 5–6% vers 1913; 4–5% vers 1927/29; 1% vers 1936/38; 2% pour 1954/56; et 0,6% pour 1988.¹⁶ Si l'on compare les recettes nettes du tourisme international aux recettes d'exportations, on obtient les pourcentages suivants: 1911/13, 23%; 1926/28, 24%; 1936/38, 13%. Mais seulement 10% pour 1954/56; 9% pour 1969/71; et moins de 2% pour 1986/88. Toutefois, notons qu'en raison de la très forte expansion des dépenses touristiques des Suisses à l'étranger, depuis 1950 il est plus significatif d'analyser les recettes brutes du tourisme. Par exemple, ces recettes en pourcentage des recettes d'exportations sont restées relativement stables entre le début des années 1950 et 1989, fluctuant autour des 13%. On le voit, le tourisme – qui, dans les années 1890–1930, a été une source assez importante de revenus – est actuellement plus marginal, sans être négligeable. D'ailleurs, en termes d'emploi, le secteur hôtels-pensions-restaurants représentait 4,4% de la population active totale en 1910 et un sommet de 4,9% en 1930 et de 4,5% en 1970.

Sur la base de données très aléatoires, émanant des balances de payement, on peut estimer que, vers 1927/29, l'importance relative des recettes nettes du tourisme en Suisse était 3–4 fois plus élevée que dans les pays européens les plus touristiques (Autriche, France, Italie). Vers 1913, cet écart devait être encore plus important. Actuellement (1988), la Suisse – qui représente 0,8% de la population des pays développés occidentaux, 1,3% du P. N. B. et 2,5% des exportations de cette région – reçoit 4,1% des recettes brutes de tourisme de

15 KELLENBERGER, E., *Kapitalexport und Zahlungsbilanz*, 3 volumes, Berne 1939-1942 (vol. 2, pp. 155, 248, 307; vol. 3, pp. 87, 244, 364).

16 Données après la Seconde guerre mondiale d'après *Annuaire statistique de la Suisse*, Berne, diverses livraisons.

cette région. En termes de recettes brutes par habitant, la Suisse occupe la première place avec un montant 1,8 fois plus élevé que le pays qui la suit, à savoir l'Espagne (et 3,8 fois plus élevé que les quatre pays qui viennent ensuite: France, Grèce, Italie et Portugal). Mais en termes de recettes par rapport au P. N. B. l'Espagne occupe la première place.¹⁷

Dans le développement du tourisme en Suisse et du tourisme international en général, les Anglais ont joué un rôle primordial. De la «Promenade des Anglais» de Nice au «Jardin anglais» de Genève, l'Angleterre est présente dans maintes villes et sites touristiques d'Europe continentale. Comme le note Laurent TISSOT («Du tourisme d'élite au tourisme industriel: l'Angleterre et la Suisse (1840–1870)»), dans le développement d'une nouvelle demande touristique l'Angleterre joue un rôle capital. «La précocité de son développement économique libère assez rapidement les classes moyennes des contraintes matérielles usuelles et leur permet de s'adonner en nombre croissant au voyage d'agrément réservé jusqu'alors à une minorité.» Le tourisme anglais prit «une dimension qui déborda rapidement les frontières nationales pour toucher des territoires de plus en plus éloignés et de moins en moins connus. Des estimations laissent apparaître que, dans les années 1830, 100'000 voyageurs traversèrent le Channel dans les deux sens; et, en 1913, les évaluations correspondantes dépassèrent un million et demi de personnes.» Laurent Tissot nous montre comment l'apparition, dès les années 1840, des agences de voyage a amené une adaptation de l'offre des produits touristiques et a réellement permis le passage du tourisme d'élite au tourisme de masse grâce notamment aux facilités tarifaires, coupons d'hôtel et chèques de voyage.

Les banques et la finance: des activités difficiles à replacer dans le contexte international

Autre domaine où la spécificité de la Suisse n'est plus à démontrer, celle des banques et des finances. Mais il est difficile de fournir des indications quantitatives sur l'importance relative des banques suisses dans le contexte international pour l'époque étudiée ici. Cela est devenu encore plus difficile avec la fin de la stabilité monétaire dans les années 1920 et les troubles des années 1930 qui ont fait des banques suisses un refuge important de capitaux et ce type de

17 Calculé d'après les données des balances de paiement (I. M. F., *Balance of Payments Statistic*, vol. 40, Yearbook, Part 2, 1989, Washington 1989 (pp. 50–51)).

capitaux n'apparaissant généralement pas dans les statistiques des bilans bancaires. D'ailleurs, une partie du système bancaire suisse, à savoir les banques dites privées, ne publient généralement pas de statistiques sur leurs activités ou leurs ressources. La seule chose que l'on puisse avancer avec certitude c'est qu'après la Seconde guerre mondiale la Suisse est très certainement le pays dont le système bancaire est, en termes de données par habitant, un des plus importants, sinon le plus important d'Europe et du monde. Et c'est dans l'entre-deux-guerres (et après les années 1950) que ce rôle s'est sensiblement renforcé. Comme le montre Youssef CASSIS («La place financière suisse et la City de Londres, 1890–1990»), sur le plan des activités internationales le rôle de la place financière suisse n'apparaît qu'assez tard. «Il y a peu d'éléments de comparaison entre la City de Londres et la place financière suisse entre 1890 et 1914. La City est alors à son apogée et assume pleinement son rôle de centre financier du monde. Si Paris, New York ou encore Berlin font figure de concurrents possibles ou potentiels, Zurich ou Genève sont loin derrière. Même parmi les petits pays, Amsterdam ou Bruxelles comptent davantage.» Si, dans la période 1914–1960, les banques suisses n'ouvrent que peu d'agences à l'étranger, cette «période est en revanche favorable à l'activité internationale des banques suisses qui, plus que jamais, servent de refuge aux capitaux étrangers. La place financière suisse ne se pose pourtant pas en rivale de la City de Londres qui cherche par tous les moyens à maintenir sa prédominance face à la montée de New York.» ... «les raisons de l'émergence de la place financière suisse dans les années 1960 sont à attribuer, en plus de la stabilité monétaire, neutralité, secret bancaire et absence de contrôle des changes, à la multinationalisation de l'activité bancaire internationale. Mais alors qu'avant 1914 la formation de banques multinationales était étroitement liée à l'impérialisme colonial des puissances européennes, dont la Suisse était à l'écart, le mouvement qui se déclenche dans les années 1960 voit les banques multinationales s'établir dans les centres financiers des régions développées, où la Suisse occupe une position privilégiée».

La dévaluation du franc suisse en 1936 et la Seconde guerre mondiale ont amener une rupture dans la politique de la Confédération en matière de relations financières internationales. Celle-ci s'est vue contrainte à intervenir. Ces interventions et leurs soubassemens font l'objet de la communication de Marc PERRENOUD («L'intervention de la Confédération dans les relations financières internationales de la Suisse [1936–1946]»). Le bilan de la structure géographique des investissements suisses à l'étranger fait apparaître que «les Anglo-saxons disposent de moyens de pressions plus importants que l'Axe.»

Les chiffres respectifs de capitaux suisses dans ces deux ensembles sont de 5,8–7,5 et de 3,1–5,4 milliards de francs suisses. Mais cet aspect est contrebalancé par l'enclavement de la Suisse dans les territoires de l'Axe, ce qui oblige ses responsables à une politique d'équilibre relatif et modulé dans le temps. «De 1943 à 1945, face aux pressions des Alliés, les banquiers et diplomates suisses doivent collaborer, alors que le rôle spécifique de la Suisse en tant que place financière internationale est à la fois exploité, critiqué, justifié et consolidé.» Marc Perrenoud rejoint Antoine Fleury dans ses appréciations de la position de réserve qu'adopte la Suisse face aux nouvelles institutions économiques issues de la Seconde guerre mondiale; et notamment «à l'égard du système monétaire élaboré à Bretton Woods, considérant que des menaces pèsent sur la position spécifique que la Suisse a gagnée dans le monde.»

Les industries suisses: un grand nombre de niches sectorielles sacrifiées par la finance?

La contribution de Youssef Cassis – évoquée plus haut – se termine sur la question de savoir si tant en Angleterre qu'en Suisse l'industrie nationale n'a pas été sacrifiée au profit de secteurs financiers. Question à laquelle il est difficile de répondre. A notre connaissance, on ne dispose pas d'études spécifiques en ce domaine.¹⁸ Afin de permettre, non de répondre à cette délicate question, mais simplement de situer l'évolution suisse dans un contexte international, nous examinerons deux séries d'éléments. Il s'agit d'abord de l'évolution comparative du niveau d'industrialisation à travers une série d'indices que nous avons élaborés en 1982¹⁹ portant sur la période 1750 à 1980. Les chiffres ont été révisés et nous avons prolongé l'analyse jusqu'à 1989. Après quoi c'est l'évolution comparative de l'emploi dans les industries manufacturières qui sera

18 Signalons néanmoins qu'en ce qui concerne cette question pour la période de l'entre-deux-guerres l'on dispose de la thèse de RUTZ, W., *Die schweizerische Volkswirtschaft zwischen Währungs- und Beschäftigungspolitik in der Weltwirtschaftskrise – Wirtschaftspolitische Analyse der Bewältigung eines Zielkonflikts*, Saint-Gall 1970 (cet ouvrage montre que l'industrie fut sacrifiée à la stabilité du franc).

19 BAIROCH, P., «International Industrialization Levels from 1750 to 1980 in: *The Journal of European Economic History*, vol. 11, no 2, Fall, Rome 1982, pp. 269-333.

Signalons que les données de 1973 et de 1980 de cet article ont été révisées à la lueur des données récentes.

Tableau 6: Niveau d'industrialisation de 1830 à 1980 (niveau du Royaume-Uni de 1900 = 100; moyennes annuelles triennales entourant l'année citée)

	1830	1880	1913	1928	1953	1963	1980
<i>Suisse</i>	16	39	87	90	167	259	376
<i>Petits pays industrialisés</i>							
Belgique	14	43	88	116	107	166	309
Canada	6	10	46	82	185	237	431
Suède	9	24	67	84	163	262	393
<i>Grands pays industrialisés</i>							
Allemagne (occ.)	9	25	85	101	144	244	396
Etats-Unis	14	38	126	182	354	393	651
France	12	28	59	82	95	167	273
Japon			20	30	40	113	345
Royaume-Uni	25	87	115	122	210	253	357
<i>Ensemble géographique ou économique</i>							
Europe	11	23	45	52	90	152	268
Pays dév. actuels	11	24	55	71	135	194	347

Note: Il s'agit de l'industrie manufacturière, donc non compris les mines, la construction et le secteur électricité, eau, gaz.

Sources: BAIROCH, P., «International Industrialization Levels from 1750 to 1980», in: *The Journal of European Economic History*, vol. 41, no 2, Fall, Rome 1982, pp. 269–333. Avec révisions des données de 1980 (voir le texte).

étudiée. Bien que l'interrogation porte essentiellement sur la période post-années 1950, nous présenterons ces éléments pour la période 1830-1987/89 afin de situer – dans une perspective comparative à long terme – l'évolution de cette activité fondamentale.

Cependant, auparavant, il n'est pas superflu de rappeler ce que nous avons vu précédemment à propos des modifications de la structure par produits des exportations suisses. Modifications qui sont l'indice, tant au XIXe qu'au XXe

Tableau 7: Niveau d'industrialisation de 1953 à 1989 (niveau du Royaume-Uni de 1900=100; moyennes annuelles triennales entourant l'année citée)

	<i>Suisse</i>	5 pays européens précolement industrialisés ^a	Suisse sur base 5 pays = 100 ^b
1953	167	151	110,5
1963	259	225	115,3
1973	369	326	113,2
1980	376	346	108,5
1985	382	356	107,3
1988	413	387	106,7

a Il s'agit des pays suivants: Allemagne (occ.), Belgique, France, Royaume-Uni et Suède.

b Calculs sur des chiffres moins arrondis que ceux présentés ici.

Sources: Voir le tableau 6.

siècle, d'une restructuration assez réussie de l'industrie suisse. Réussie, mais avec un certain coût (voir le tableau 2).

On trouvera dans le tableau 6 l'évolution du niveau d'industrialisation de la Suisse confrontée à celle des principaux pays et régions entre 1830 et 1980. S'il est normal de faire des réserves pour la qualité des données statistiques internationales en la matière pour le XIXe siècle, il convient de noter que pour la Suisse et la période contemporaine nous sommes en présence d'un des cas les plus défavorables d'Europe occidentale. C'est ainsi, par exemple, que parmi les 22 membres de l'O. C. D. E., la Suisse et l'Irlande sont les seuls pays pour lesquels on ne dispose pas encore de statistiques sur la valeur ajoutée dans l'industrie. Ce qui, ipso facto, implique une qualité plus douteuse de l'indice de la production industrielle. D'après des vérifications sommaires – que nous avons effectuées en comparant notamment l'évolution de l'industrie et celle de l'emploi de la Suisse avec les évolutions d'autres pays industrialisés d'Europe – il apparaît que, sur l'ensemble de la période 1963–1989, l'indice suisse est relativement cohérent, mais que pour certaines années isolées (qui ne sont reprises ni dans le tableau 6, ni dans le tableau 7) il existe des biais assez

importants. D'autre part, pour certaines sous-périodes, il est probable que nous soyons en présence d'une sous-estimation.²⁰

Durant le XIXe siècle, en tenant compte de la marge d'erreur des données, on peut considérer que les performances des industries manufacturières suisse sont, dans l'ensemble, relativement positives. Vers 1830, la Suisse se situe à la 2e-4e place pour le niveau d'industrialisation par habitant; et vers 1913 à la 3e-5e place. A cette date, la Suisse est certainement dépassée par les Etats-Unis et rattrapée par l'Allemagne. Mais elle n'est pas la seule dans ce cas, les trois autres pays qui ont démarré précocement comme elle (Belgique, France, Royaume-Uni) sont dans une situation soit voisine (Belgique), soit plus négative (France et Royaume-Uni).

Entre les deux guerres, il faut tenir compte que, durant la dépression des années 1930, la Suisse figurait parmi le groupe de pays fortement affectés par celle-ci. Mais, déjà entre 1913 et 1928, la Suède et le Canada rattrapaient presque la Suisse; et l'écart avec d'autres pays se creusait. La Suisse, qui, vers 1913, dépassait le niveau moyen de l'ensemble des pays développés de quelque 55–61%, ne les dépasse, vers 1928, que de 25–31%. De 1928 à 1953, cette tendance, bien qu'atténuée, se poursuit, la Suisse ne dépassant plus que de 21–27% la moyenne des pays développés. Sur le plan de la comparaison par pays, la Suisse est pratiquement rattrapée par la Suède.

Venons-en à présent à la période contemporaine. Afin que la comparaison soit plus valable, nous allons à présent confronter l'évolution récente de la Suisse avec celle d'un ensemble plus significatif de pays européens. Il s'agit des cinq pays suivants: Allemagne (de l'Ouest), Belgique, France, Grande-Bretagne et Suède, dont les caractéristiques sont les plus proches de celles de la Suisse; en ce sens qu'il s'agit de pays précocement développés²¹ et qui ont axé ce développement sur l'industrialisation (voir les tableaux 7 et 8).

De 1953 à 1963, on note une sensible progression de la place relative de la Suisse par rapport aux cinq autres pays précocement industrialisés d'Europe. Signalons toutefois que cela résulte uniquement de la très faible performance du Royaume-Uni; la progression du niveau d'industrialisation de la Suisse étant plus faible que celle des quatre autres pays (quoique proche de celle de la

20 Il s'agit notamment de la croissance de 1972/74 à 1979/81. Par ailleurs, voici, par exemple, les évolutions qui nous semblent trop accusées durant la période 1970/1989 (sur base 1963 = 100): 1972: 149; 1973: 157; 1974: 159; 1975: 136; 1981: 155; 1982: 146.

21 Notons cependant que le démarrage industriel de la Suède est le plus tardif de ce groupe.

Tableau 8: *Evolution de l'emploi dans l'industrie manufacturière suisse en pourcentage de l'emploi manufacturier des cinq autres pays européens précocement industrialisés^a*

	En milliers d'actifs	En % de la population active suisse	En % de l'emploi manufacturier dans les cinq pays européens précocement industrialisés
1830	(230)	(24,7)	3,7
1860	(368)	(32,5)	3,7
1880	450	34,1	3,5
1900	560	40,0	3,2
1910	680	38,2	3,4
1930	700	36,1	3,2
1950	830	38,8	3,6
1959/61	1025	37,6	4,1
1969/71	1163	37,1	4,5
1972/74	1151	37,4	4,5
1979/81	1001	30,6	4,4
1984/86	947	29,8	4,7
1987/89	960	29,0	4,8

a Il s'agit des pays suivants: Allemagne (occ.), Belgique, France, Royaume-Uni et Suède.

Note: Les données d'avant 1959/61 ne sont pas strictement comparables. Les chiffres entre parenthèses comportent une marge d'erreur plus importante que le reste des données.

Sources: D'après données réunies pour BAIROCH, P., «Two Major Shifts in Western European Labour Force: the Decline of Manufacturing Industries and of the Working Class», à paraître.

Belgique). En revanche, de 1963 à 1979/81, nous sommes en présence d'un recul relatif de la Suisse par rapport à la moyenne des cinq autres pays précocement industrialisés; et, comme pour la période précédente, la progression de la Suisse est plus modérée que celle des autres pays précocement industrialisés (Royaume-Uni excepté). Mais rappelons les réserves émises à propos des données suisses de la période 1973 à 1980 qui sont peut-être sous-estimées. De 1979/81 à 1987/89, il y a un léger recul de la Suisse, certainement inférieur à la marge d'erreur des données. Durant cette période, la croissance industrielle

du Royaume-Uni est plus rapide que celle de la Suisse, alors que celle de la France est plus faible.

Comme on aura pu le remarquer, durant l'ensemble de la période 1953-1987/89, la croissance des deux autres petits pays précocement industrialisés a été plus rapide que celle de la Suisse. De sorte que, en 1987/89, le niveau de la Suède dépasse celui de la Suisse de quelque 13-16% (contre un niveau inférieur de quelque 4% en 1953); et l'écart avec la Belgique s'est partiellement comblé, puisque le niveau d'industrialisation de ce pays en 1987/89 est de quelque 12-16% inférieur à celui de la Suisse, comparé à 27-33% en 1953. Enfin, dans le contexte de la compétition Suisse-Japon, signalons que ce dernier pays a probablement dépassé la Suisse quelque part à l'intérieur des années 1982/1986.

Passons à présent aux données sur l'emploi. On trouvera dans le tableau 8 l'évolution de l'emploi dans les industries manufacturières de la Suisse tant en pourcentage de l'ensemble des actifs que, surtout, en pourcentage de ce même emploi pour un ensemble significatif de pays européens, ensemble déjà utilisé pour la production.

Commençons par l'évolution de la Suisse comparée à celle des cinq autres pays précocement industrialisés. Comme on peut le voir (3e colonne du tableau 8), on peut partager la période 1830-1989 en deux phases assez distinctes. La première, qui va de 1830 (et probablement déjà de 1800) à la fin de la Seconde guerre mondiale, est caractérisée par une régression ou une certaine stabilité de l'importance industrielle relative de la Suisse. Cette régression peut s'expliquer par la précocité du démarrage suisse qui a certainement précédé ceux de l'Allemagne et de la Suède (et peut-être celui de la France). La seconde phase, qui se poursuit jusqu'ici, est caractérisée par une légère avance de l'importance relative de l'industrie suisse (vu, bien sûr, seulement à travers cet indicateur grossier).

Avance qu'il convient toutefois de replacer dans le contexte européen qui est caractérisé par ce que certains appellent la désindustrialisation de l'Europe. En effet, de 1950 à 1987/89, la part relative de l'emploi manufacturier suisse dans l'ensemble de l'emploi suisse a reculé fortement, passant de 39% vers 1950 à 29% actuellement. Le recul étant surtout accusé à partir de 1973: entre 1972/74 et 1987/89, la Suisse a perdu quelque 190 mille emplois dans les industries manufacturières (ou 12%). Toutefois, ce recul a été plus faible que dans la plupart des pays précocement industrialisés d'Europe. Entre 1972/74 et 1987/89, l'ensemble des cinq autres pays précocement industrialisés a perdu 5,6 millions d'emplois (ou 22%).

Tableau 9: *Emploi suisse en pourcentage de l'emploi d'un choix de pays industrialisés européens^a vers 1910*

	Données	Indices de spécialisation par rapport à: Emploi manufacturier	Emploi total
<i>Ensemble industries manuf.</i>	3,11	100	131
Aliments, boissons	3,29	106	138
Textile	3,66	118	154
Habillement	3,48	112	146
Chimie	3,48	112	146
Métallurgie	0,38	12	16
Fabricat. métalliques	3,31	107	139

a Il s'agit des pays précocement industrialisés pour lesquels on dispose de statistiques relativement valables pour la répartition des activités de l'industrie manufacturière; à savoir: Allemagne, Belgique, France, Royaume-Uni.

Sources: BAIROCH, P. (avec la collaboration de MONNEY, D.), *La population active du monde vers 1910* (rapport pour le F. N. S. R. S.), Genève 1990.

Bien entendu, ces avancées et ces reculs sur le plan de l'ensemble des industries manufacturières sont la résultante de mouvements beaucoup plus accusés et dans des sens opposés à l'intérieur des diverses catégories composant cette branche.²² Le manque de données comparatives nous oblige à nous limiter aux données contemporaines. Pour la période antérieure à la Seconde guerre mondiale, à notre connaissance il n'existe qu'une seule tentative de comparaison internationale des principales catégories des industries manufactu-

22 Signalons que le terme «branche» est celui utilisé dans la classification en vigueur actuellement (notamment par les organisations internationales). Classification connue sous le sigle C. I. T. I., à savoir «classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activités économiques» et qui est celle révisée en 1968 (NATIONS UNIES, *Classification internationale type par industrie, de toutes les branches d'activité économique*, Etudes Statistiques, série M, no 4, Rev. 2, New York 1969).

Le nombre de branches employées dans cette classification est de 10; et chaque branche comporte un nombre variable de catégories, lesquelles sont sous-divisées en un nombre variable de classes, qui, à leur tour, peuvent être divisées en un nombre variable de groupes.

rières. C'est celle qu'a réalisée l'auteur de ce texte dans le cadre d'une recherche financée par le F. N. S. R. S.²³ Ces données ne sont malheureusement pas strictement comparables avec celles qui seront présentées plus loin (voir le tableau 10); toutefois, elles nous permettent de nous faire une idée sur l'importance relative des principales catégories des industries manufacturières. Comme on peut le voir dans le tableau 9, vers 1910, l'industrie suisse se caractérise par une forte importance relative de l'ensemble des industries manufacturières, puisque (voir la dernière colonne du tableau 9) par rapport aux autres pays précocement industrialisés la Suisse a quelque 30% de plus d'actifs dans cette branche. Au niveau des catégories, la spécialisation reste encore celle du textile. Cependant, il apparaît déjà une certaine prépondérance de la chimie et des fabrications métalliques.

Passons à présent aux données contemporaines. On trouvera dans le tableau 10 l'évolution de l'emploi salarié (et non l'emploi total) dans les industries manufacturières suisses entre 1973 et 1987 confrontée à celle des cinq autres pays européens précocement industrialisés.²⁴

A l'exception de la chimie, toutes les catégories enregistrent un recul de l'emploi salarié en Suisse. Tant en termes absolus que relatifs, le recul est le plus accusé dans le textile et l'habillement, catégorie qui, à elle seule, est responsable d'un tiers du recul total. Les deux autres catégories à fort recul sont le 'bois, meubles' et 'papiers, impression'. D'ailleurs, comme on peut aussi le voir dans le tableau 9, à l'exception de ces trois catégories, partout ailleurs la part relative de la Suisse par rapport à celle des cinq autres pays précocement industrialisé progresse.

Donc, à la vue de ces données sur l'emploi, on peut dire en tout cas que l'éventuel impact négatif du développement financier suisse a été, durant les trois dernières décennies, moins important que dans d'autres pays précocement industrialisés et surtout qu'en Grande-Bretagne. En revanche, comme nous l'avons vu précédemment, en ce qui concerne les niveaux de production par habitant, on est en présence d'un recul, surtout entre 1963 et 1980.

23 BAIROCH, P. (avec la collaboration de MONNEY, D.) *La population active du monde vers 1910* (rapport pour le F. N. S. R. S.), Genève 1990. Nous tenons encore une fois à remercier le F. N. S. R. S. pour le soutien qu'il nous a apporté en ce domaine.

24 Pour des raisons de comparabilité internationale et de disponibilité de statistiques, nous avons dû nous résigner à comparer l'évolution de l'emploi salarié (ouvriers et employés) plutôt que celui de l'ensemble de l'emploi. Toutefois, notons que pour cette branche et pour cette période, ces données sont pleinement significatives.

Tableau 10: *Evolution de l'emploi salarié des industries manufacturières par catégories de la Suisse et de cinq pays précocement industrialisés^a*

	Suisse			5 pays europ. ^a (%)	Suisse en % des 5 pays	
	1973 (1000)	1987 (1000)	1973/87 (%)		1973 (%)	1987 (%)
Alimentation, boissons	59	57	-3,4	-11,4	2,63	2,87
Textiles, habillement	107	56	-47,7	-40,9	3,41	3,02
Bois, meubles	40	28	-30,0	-17,1	3,42	2,89
Papiers, impression	70	57	-18,6	-12,6	4,23	3,94
Chimie	82	88	7,3	-13,6	3,21	3,98
Minéraux non métal.	27	22	-18,5	-28,3	2,67	3,03
Sidérurgie ^b	-	-	-	-34,9	-	-
Fabrication métal.	423	351	-17,0	-22,2	3,86	4,11
Autres	6	9	50,0	-27,1	1,85	3,80
<i>Total</i>	814	668	-17,9	-25,4	3,30	3,63

a Il s'agit des cinq pays suivants: Allemagne (occ.), Belgique, France, Royaume-Uni et Suède.

b Pour la Suisse, inclue dans les fabrications métalliques; mais la sidérurgie (de base) n'occupe en Suisse que quelques milliers de personnes.

Sources: O. C. D. E., *Statistiques de la population active, 1967-1987*, Paris 1989.

Cette évolution contradictoire pose néanmoins le problème soulevé précédemment, à savoir la validité de l'indice de la production suisse. Si celui-ci s'avère valable (et les chiffres de l'emploi ayant une marge d'erreur assez faible) cela impliquerait une évolution de la productivité suisse plus défavorable que celle des autres pays précocement industrialisés. Mais cela n'est qu'une preuve très imparfaite. Par exemple, il serait souhaitable de désagréger l'évolution de la production manufacturière pour voir comment se place dans le contexte international le niveau de performance (production et productivité) de chacune des catégories et classes des industries manufacturières. Ce qui, en l'état actuel de la documentation, est une impossibilité.

De même il aurait fallu désagréger davantage les chiffres de l'emploi. Pour prendre un exemple, qui nous servira de transition à la présentation sommaire

de la première des trois contributions concernant l'industrie, signalons que si l'emploi salarié des fabrications métalliques entre 1973 et 1987 n'a baissé que de 17%, l'emploi (total) dans l'horlogerie (et bijouterie) – activité incluse dans la catégorie des fabrications métalliques – a, quant à lui, reculé de plus de 60%, passant de 88 mille en 1973 à 34 mille en 1987. Signalons que le sommet historique en la matière durant la période d'après-guerre a été atteint en 1970 – où cette activité occupait près de 97 mille personnes – et le creux se situe en 1987. Depuis lors, on assiste à une légère remontée: quelque 36 mille personnes occupées en 1989.²⁵

Pendant très longtemps, l'horlogerie a été une des plus importantes niches sectorielles de l'industrie suisse. Dans sa contribution, David LANDES («L'industrie horlogère suisse dans le contexte international») commence son historique de quatre siècles de l'horlogerie suisse par trois constatations qui expliquent à la fois les atouts et les faiblesses de cette activité en Suisse. Il s'agit d'un produit de grande valeur spécifique qui, de ce fait, se transporte aisément et qui nécessite peu de matières premières, mais beaucoup de valeur ajoutée. «En conséquence: la montre peut se fabriquer et s'expédier partout». Le succès suisse, du XVI^e siècle jusqu'au milieu du XIX^e siècle, s'explique essentiellement par une division poussée du travail, fécondée par le savoir-faire des réfugiés protestants français. Si la Suisse a réussi à surmonter victorieusement le défi de la mécanisation durant le dernier tiers du XIX^e siècle, il n'en a pas été de même de la montre à quartz pour laquelle la concurrence japonaise et celle des nouveaux pays industrialisés l'ont emporté. Cependant, en «cherchant refuge dans le haut de gamme», la Suisse a pu maintenir une place importante sur le marché mondial; puisque, en termes de valeur, sa production représente encore la moitié du total mondial (mais 10 à 15% en termes d'unités).

25 *Annuaire statistique de la Suisse*, Berne, diverses livraisons. Et données communiquées par l'Office Fédéral de la Statistique. Les chiffres après 1980 ne sont pas strictement comparables avec les précédents. Sur la base des données des recensements de population on peut avancer les chiffres suivants (grossièrement ajustés afin de les rendre comparables à ceux cités dans le texte; en milliers de personnes): 1960, 81; 1950, 66; 1920, 67; 1900, 55; 1880, 45; 1850, 33; et 1800, 9. Les chiffres de 1800 à 1880 sont des estimations de Francesco KNESCHAUREK («Wandlungen der schweizerischen Industriestruktur seit 1800», *Ein Jahrhundert Schweizerischer Wirtschaftsentwicklung*, No 1/2 de la *Revue suisse d'Economie politique et de Statistique*, 100e année, Mars/Juin 1964, pp. 133–166, not. p. 155).

David ASSEO («La place de la Suisse dans l'industrie automobile mondiale avant 1914») s'interroge sur l'absence du passage à la production de masse qui, contrairement à l'industrie horlogère, ne s'est pas effectué dans l'industrie automobile suisse. Cette carence est très probablement la cause de la disparition (camions exceptés) après 1914 de cette activité en Suisse. Pourtant l'industrie automobile avait connu une «Implantation non négligeable, puisque la Suisse occupait, vers 1913, le 6e rang mondial par habitant» avec une production de l'ordre de 400 voitures par an et par habitant. La Suisse est précédée par les Etats-Unis (5'000 voitures), par le Canada (2'100), la France (1'100), le Royaume-Uni (700) et la Belgique (600); elle est suivie par l'Allemagne (300) et l'Italie (200). Les petits pays dont la production est inférieure à celle de la Suisse sont la Suède et les Pays-Bas (avec seulement 50 voitures par an et par habitant). Mais, malgré «une histoire relativement courte, des périodisations et modifications du tissus productif dans cette branche sont perceptibles. Mais en comparaison avec la situation prévalant dans d'autres pays, ils révèlent une certaine particularité principalement dans l'origine des firmes: la filiation vélo-automobile, pourtant largement répandue en Europe et aux Etats-Unis, est absente en Suisse.»

Après ces deux activités si dissemblables, mais qui ont en commun une importance de l'emploi relativement restreinte (vers 1913 l'horlogerie occupait 7% de l'emploi des industries manufacturières et l'automobile – y compris les réparations – un peu plus de 1%), passons au textile, lequel, au cours du XIXe siècle et une grande partie du XXe siècle, était la principale activité. Vers 1910, le textile proprement dit représentait 18,7% des industries manufacturières et l'habillement 12,9%; soit, ensemble, près du tiers. Le cas étudié par Thomas FISCHER («Toggenburger Buntweberei im Weltmarkt»; «Le tissage des filés en couleurs du Toggenbourg dans le marché mondial») est un cas très intéressant de l'intégration d'une industrie locale dans le marché mondial grâce à un produit spécifique et à une stratégie très souple. Face à une industrie de la filature de la Suisse orientale marquée par un processus de concentration, «les fabriques du Toggenbourg, relativement petites, vues dans le contexte suisse, se distinguaient moins par de hautes performances techniques ou de bas prix que par un haut degré de flexibilité.» La «très haute qualité a fondé la bonne renommée mondiale», ce qui a permis une diversification des débouchés s'adaptant aux aléas des marchés d'outre-mer. «En cas de concurrence étrangère à bas prix, les entrepreneurs du Toggenbourg se dirigeaient – autant que possible – vers un autre marché.» Signalons néanmoins «que les industriels du Toggenbourg n'ont pas été d'emblée

favorables à la mécanisation, bien au contraire, ils ont vu son arrivée avec des sentiments très mitigés. Mais lorsque l'utilisation commerciale de ce type de métier à tisser devint évidente, les industriels ont réagi rapidement en mécanisant, dans les années 1860, toute la production.» Mais, «après 1885, l'exiguïté du répertoire est devenue fatale à la branche toute entière; la broderie – qui, pour ses débouchés, s'est engagée dans de nouvelles voies – l'a remplacée.»

* * *

Nous venons ainsi de faire le tour des nombreux et importants aspects que soulèvent les seize contributions de cette partie du Colloque ayant trait aux XIXe et XXe siècles. Cependant, malgré leurs diversités et leurs richesses, ces contributions n'ont pu traiter, pour des raisons évidentes, de tous les aspects de la Suisse dans le contexte mondial. Sans vouloir dresser ici un inventaire tant soit peu exhaustif, rappelons simplement les trois aspects suivants qui n'ont pas été traités.

En raison à la fois de sa situation géographique et de l'ampleur du tourisme, la Suisse a été un des pays dont le trafic voyageur (par habitant) en chemin de fer a été le plus élevé du monde. Et ce malgré un démarrage très tardif du réseau. En effet, quand en 1847 la première ligne fut ouverte, 16 pays l'avaient déjà précédée dont certains du Tiers-Monde. Démarrage tardif mais qui, en une décennie et demi, a permis à la Suisse de rattraper les pays partis avant elle. La Suisse est le premier pays d'Europe et le deuxième du monde (après les Etats-Unis) à avoir électrifié son réseau; et jusqu'à aujourd'hui elle reste le pays du monde ayant la plus forte proportion de son réseau électrifié. Et puisque nous parlons de réseau et d'aujourd'hui, signalons que la Suisse est le pays industrialisé d'Occident où la longueur des réseaux s'est réduite le plus faiblement ces dernières décennies.

Etant donné que nous avons parlé d'électrification, rappelons que la Suisse a joué un rôle pionnier dans le domaine de l'énergie électrique hydraulique. Dans les années précédant la Première guerre mondiale, la Suisse possédait quelque 20-30% de la capacité installée de l'ensemble de l'Europe; ce qui permettait une consommation élevée d'électricité. En 1913, la Suisse consommait 430 kw-heures par habitant, comparé à 33 pour le reste de l'Europe. Elle n'est précédée en ce domaine que par la Norvège (890). Jusqu'à aujourd'hui la Suisse est un des pays du monde dont la proportion d'électricité hydraulique est la plus élevée: en 1988 encore 62% de la production étaient de cette origine (36% d'origine nucléaire).

Enfin, last but not least, si le haut niveau de vie actuel de la Suisse est encore une de ces images d'Epinal correspondant à la réalité, il convient d'insister sur la précocité de cette spécificité. Il est probable que, dès les années 1890/1900, en termes de P. N. B. par habitant, la Suisse occupait la 2-3e place en Europe et la 5-6e dans le monde.